

Le traité sur la haute mer (BBNJ) entrera en vigueur le 17 janvier 2026

Dossier de la rédaction de H2o
September 2025

Le 19 septembre dernier, La Fondation de la Mer a organisé un webinar intitulé "Aires marines protégées et traité sur la haute mer : enjeux et avancées" afin de mieux comprendre la réalité complexe des aires marines protégées dans le monde et le cadre juridique qu'apporte désormais le traité BBNJ.

Le REPLAY (35') est disponible.

Pour rappel, Le traité sur la haute mer, dit BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction), a été ratifié le 19 septembre 2023. 60 engagements formels étaient nécessaires, sur les 116 pays signataires du texte adopté en 2023 pour permettre la mise en place d'une réglementation de la haute mer. Cet espace, situé au-delà des juridictions nationales (ZEE) représente 60 % de la surface océanique mondiale. Il abrite des écosystèmes uniques tels que les monts sous-marins, les sources hydrothermales ou les coraux d'eau froide, riches en ressources génétiques. Pourtant, seule une fraction de sa biodiversité est connue : 250 000 espèces identifiées sur un total estimé entre 500 000 et 100 millions (source Nausicaa). Ce traité international sans précédent permettra, entre autres, de faciliter la création d'aires marines protégées (AMP) dans les eaux internationales, dans la lignée de l'objectif de 30 % de zones marines dites protégées en 2030, fixé lors des accords de Paris. L'entrée en vigueur de ce traité aura également pour conséquence historique la tenue d'une première COP Océan en septembre 2026.

Le traité se fonde sur 4 piliers clés : 1. Un accès et un partage équitable des bénéfices issus de l'exploitation des ressources génétiques marines ; 2. La création d'outils de gestion, notamment pour établir des aires marines protégées en haute mer ; 3. L'évaluation préalable des impacts des activités humaines en haute mer ; 4. Le renforcement des capacités et le transfert de technologies marines au niveau mondial.